



Laure-Anne NYSSSEN

Counsel

E-Mail : lanysse@philippelaw.eu

Tel. : +32 2 250 39 82

Fax : +32 2 250 39 81

Arbeitsprache(n) : Englisch / Französisch / Niederländisch

Anwaltskammer(n) : Brüssel

Standort(e) : **Brüssel**

Sektoren

- Privatsphäre und datenschutz
- Prozessführung, Schiedsverfahren und Mediation
- Verträge und Geschäftsbeziehungen

berufliche Qualifikation

- Certificat inter-universitaire en Protection des données à caractère personnel, Université de Namur & ICHEC, 2018
- Master en droit, Université catholique de Louvain (UCL), 2013 (Magna cum laude)
- Erasmus à l'Université Antwerpen, 2013
- Baccalauréat trilingue en droit, Université Saint-Louis de Bruxelles, 2011 (cum laude)

Aktivitäten

innerhalb der Anwaltskammer

- 2015 : Prix Bâtonniers Braun et Jakhian
- 2013 - bis heute : Advocaat aan de balie van Brussel

außerhalb der Anwaltskammer

- 2017 – tot op heden: Secretaris van de redactie van DAOR
- 2016 – tot op heden: Bestuurder van de VZW Ecole paroissiale Saint-Henri
- 2015 – tot op heden: Lesgever Rechten aan Cours Melius
- 2013: Assistent institutioneel recht van de Europese Unie aan de Universiteit van Saint-Louis te Brussel

News

14/12/2020 **BESCHERMING VAN PERSOONSgegevens: Wat zijn de aandachtspunten bij het digitaliseren van een commerciële activiteit?**

Onder druk van de verplichte sluitingsmaatregelen en de invoering van "click and collect" door het ministerieel besluit van 1 november 2020 zijn veel ondernemingen dringend aan een digitale ommezwaai begonnen om zo veel mogelijk te kunnen blijven werken. Dit houdt noodzakelijkerwijs de verwerking in van bepaalde persoonsgegevens (contactgegevens, afleveradres, bankgegevens). De vragen die ondernemingen, die hun activiteiten geheel of gedeeltelijk willen digitaliseren, zich zullen stellen, zullen vooral verschillen naargelang ze al dan niet beschikken over de e-mailadressen van hun klanten (bijvoorbeeld via een getrouwheidsprogramma). 1. Als de onderneming nog geen database heeft van haar (potentiële) klanten, waar moet zij dan ...

17/07/2020 **L'Autorité belge de Protection des Données inflige une amende de 600.000 € à GOOGLE – Analyse de la décision**

Ce qu'il faut retenir : L'Autorité belge de Protection des Données passe à la vitesse supérieure en termes de sanction des responsables de traitement qui manquent à leurs obligations au titre du RGPD. Pour garantir l'effectivité du RGPD, l'Autorité défend sa compétence territoriale pour un traitement mis en œuvre par un responsable de traitement établi aux USA, en argumentant que les activités de GOOGLE LLC et GOOGLE BELGIUM sont, en l'espèce, indissociablement liées. Ce 14 juillet 2020, la Chambre Contentieuse de l'Autorité belge de Protection des Données (« APD ») a condamné GOOGLE BELGIUM à une amende record de 600.000 ...

04/06/2020 **GDPR : Amende de 50.000 € pour un assureur pour défaut de licéité et de transparence**

Dans une décision du 14 mai 2020, l'Autorité belge de protection des données (« APD ») a infligé une amende de 50.000 € à une compagnie d'assurance pour défaut de transparence dans sa notice vie privée. Une plainte avait initialement été déposée par un individu ayant souscrit une assurance hospitalisation auprès de ladite compagnie. Sur la base de la notice vie privée de l'assureur, le plaignant estimait que celui-ci, sans avoir sollicité son consentement préalable, (1) utilisait ses données de santé à d'autres fins que pour l'exécution du contrat d'assurance et (2) les transmettait à des tiers. Il souhaitait également ...

23/04/2020 **Gestion du télétravail imposé par le Covid-19 au regard du RGPD**

A la suite des mesures de distanciation sociale mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19, de nombreuses entreprises ont été amenées à généraliser le télétravail de façon relativement soudaine. S'il était déjà pratiqué à raison d'un ou deux jours par semaine par un bon nombre d'employeurs, il s'agit d'une situation totalement neuve pour d'autres. Outre un casse-tête matériel et organisationnel non négligeable (comment équiper rapidement les employés en matériel informatique adéquat à la maison ? Comment permettre l'accès sécurisé à distance aux ressources informatiques de l'entreprise ?), le télétravail brouille les frontières entre vie privée et professionnelle ...

07/04/2020 **GDPR and employer management of employees (potentially) infected by Covid-19**

In these exceptional times, many companies are being forced to close or operate on an almost exclusively teleworking basis. However, in some cases, particularly in critical areas, employees are still allowed to visit their workplace. Faced with this situation, the employers concerned will have to achieve a delicate balancing act between their legal obligation to safeguard the health of their employees and the applicable rules on the protection of privacy. The employer's obligation to take care of the health and safety of its workers is based on Article 20 (2) of the Belgian law of 3 July 1978. Under this ...

06/04/2020 **RGPD et gestion, par l'employeur, des employés (potentiellement) infectés par le Covid-19**

En cette période exceptionnelle, de nombreuses entreprises sont contraintes de fermer ou de fonctionner sur la base quasi-exclusive du télétravail. Dans certains cas, et notamment dans les secteurs cruciaux, les employés restent toutefois autorisés à se rendre sur leur lieu de travail. Face à cette situation, les employeurs concernés vont devoir réaliser un délicat exercice de funambulisme entre l'obligation légale qui leur incombe de préserver la santé de leurs employés et les règles applicables en matière de protection de la vie

privée. L'obligation de l'employeur de veiller à la sécurité et à la santé de ses travailleurs trouve sa source ...

13/01/2020 **Petit déjeuner de l'assurance DECAVI – GDPR : quels défis persistants pour les assureurs ? – 22/01/2020**

Philippe & Partners co-organise avec Decavi la 8ème saison des "petits déjeuners de l'assurance" au Luxembourg. La prochaine conférence aura lieu le mercredi 22 janvier prochain à 8:00 h. Elle sera présentée par Laure-Anne NYSSSEN (Counsel chez Philippe & Partners) et aura pour thème : "GDPR : quels défis persistants pour les assureurs ?" L'orateur essaiera de répondre aux questions suivantes : Rappel général des grands concepts du GDPR Traitement des données de santé par les assureurs : quelle exception peuvent-ils utiliser pour échapper à l'interdiction de principe ? Droits des personnes concernées (et en particulier le droit à l'information) ...

16/09/2019 **DAOR lunch-causerie : Le RGPD en pratique à l'usage des avocats**

Un lunch-causerie est organisé par DAOR le 8 octobre 2019 de 12h00 à 14h00 à la fondation universitaire. Laure-Anne NYSSSEN en sera l'oratrice. Programme : Premier état des lieux Quelles sont les données traitées par votre cabinet et les finalités poursuivies ? Où et comment ces données sont-elles stockées, qui y a accès, quelles sont les mesures de protection existantes ? Établissement d'une première version du registre des traitements et identification des non-conformités. Les questions principales devant être examinées : En quelle qualité le cabinet (et les avocats qui le composent) traite-t-il les données ? Faut-il nommer un DPO ? Comment articuler secret professionnel ...

03/06/2019 **#EuLex – #GDPR: One year after – A European overview of the key developments and implementations**


#EuLex: One year after the entry into force of the #GDPR, Philippe & Partners #Belgium and #Luxembourg have participated, within the Schindhelm Alliance, in a European overview of the key developments and implementations in the various European countries.


15/10/2018 **Données personnelles relatives à la santé : quel traitement depuis la loi belge du 30 juillet 2018 ?**


Les professionnels de l'assurance sont régulièrement amenés à traiter des données relatives à la santé de leurs clients, que ce soit pour évaluer le risque préalablement à la conclusion du contrat ou pour la gestion d'un sinistre. Or, l'article 9 du Règlement général relatif à la protection des données personnelles (RGPD) prévoit qu'en raison de leur sensibilité, de telles données ne peuvent en principe pas être traitées, à moins de pouvoir invoquer l'une des exceptions qu'il énumère, au titre desquelles on trouve notamment le consentement qui permettra de traiter des données lorsqu'aucune autre exception ne trouvera à s'appliquer. Malheureusement, l'exécution ...

Veröffentlichungen

 17/08/2016 **Denis PHILIPPE, Laure-Anne NYSSSEN**, "L'opposabilité des conditions générales", in C. Verdure (ed.), Contrats et protection des consommateurs, Anthémis, 2016, pp. 109 à 153.


 14/01/2016 **Denis PHILIPPE, Laure-Anne NYSSSEN**, "La prescription des créances d'énergie: un grand tohu-bohu", J.L.M.B., 2015/41, p. 1941.

 14/01/2016 **Denis PHILIPPE, Laure-Anne NYSSSEN**, "La prescription des créances d'énergie: un grand tohu-bohu", J.L.M.B., 2015/41, pp. 1941 à 1956.

 24/01/2014 **Laure-Anne NYSSSEN**, "Regulation of shale gas in EU – latest developments – the Commission Recommendation of 24 January 2014", International Shale Gas and Oil Journal, 2014/3, p. 7.

Konferenzen

 29/03/2019 **Pierre MOREAU, Laure-Anne NYSSSEN**, Le GDPR et les assurances - NN INSURANCE BELGIUM

 21/04/2016 **Denis PHILIPPE, Laure-Anne NYSSSEN**, "Opposabilité des conditions générales", Recyclage en droit 2016 (38e session), Premier cycle "Contrats et protection des consommateurs", jeudi 21 avril 2016 à l'Université Saint-Louis Bruxelles et jeudi 28 avril 2016 à l'UCL Mons